



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/5401/Add.8
15 mars 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONCMES

RENSEIGNEMENTS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS
CONCERNANT LES TERRITOIRES AFRICAINS ET LES
TERRITOIRES VOISINS SOUS ADMINISTRATION DU
ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

ILES SEYCHELLES

Conformément à la déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 27 septembre 1961, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels suivants sur le territoire des îles Seychelles.

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre ci-après à l'Assemblée générale, pour sa dix-huitième session, les renseignements en question, qu'il a reçus le 7 mars 1963^{1/}.

^{1/} Conformément à la résolution 1700 (XVI), adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1961, ces renseignements sont également soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

ILES SEYCHELLES

POPULATION

1. Le territoire des îles Seychelles comprend 92 îles, dont la plus étendue, Mahé, groupe la plupart des habitants. La population était de 41 425 personnes lors du recensement effectué en mai 1960. A l'exception d'un très petit nombre de commerçants d'origine asiatique et de quelques Européens, tous les habitants sont seychellois.

CONSTITUTION

2. La Constitution actuelle, qui date de 1960, prévoit un Gouverneur assisté d'un Conseil exécutif et d'un Conseil législatif. Les traits essentiels de la Constitution sont les suivants :

Le Gouverneur

3. Le Gouverneur (actuellement, le comte d'Oxford et Asquith) dirige l'administration du territoire. Il est conseillé, dans l'exercice de ses fonctions, par le Conseil exécutif. Ses décisions sont généralement conformes aux avis qu'il reçoit de ce Conseil et il ne peut s'en écarter que dans certaines circonstances déterminées.

Le Conseil exécutif

4. Le Conseil exécutif est le principal organe exécutif; il statue normalement sur toutes les questions intéressant l'administration intérieure du territoire. Présidé par le Gouverneur, il comprend quatre membres non fonctionnaires (dont trois sont élus) et quatre fonctionnaires siégeant *ex officio*. Sa composition actuelle est la suivante :

Le Dr M. H. Stevenson-Delhomme

M. H. C. Gontier

M. L. M. H. Savy

M. F. H. Ah-Mane

M. G. P. Lloyd (Secrétaire colonial)

M. A. F. M. A. Sauzier (Attorney-General)

M. J. W. Jeffrey (Secrétaire administratif)

(Le poste de trésorier est temporairement vacant)

Tous, à l'exception des trois derniers, sont seychellois; le dernier trésorier l'était également.

Le Conseil législatif

5. Le Conseil législatif légifère, avec la sanction du Gouverneur, en vue d'assurer l'ordre et la bonne administration dans le territoire. Présidé par le Gouverneur, il comprend six membres non fonctionnaires (dont cinq sont élus) et six fonctionnaires, dont quatre siègent ès qualités et deux sont désignés.

REGIME ELECTORAL

6. Pour l'élection des cinq membres élus du Conseil législatif, le régime est, à peu de choses près, le suffrage universel (presque tous les adultes remplissant les conditions requises de fortune et d'instruction). Les dernières élections ont eu lieu en 1960; ont été élus :

Le Dr M. H. Stevenson-Delhomme

Mme E. de Coulhac-Mazerieux

M. L. M. H. Savy

M. H. C. Gontier

M. F. W. Parsons

Mme E. de Coulhac-Mazerieux était candidate indépendante, les quatre autres membres représentaient le Taxpayers and Producers Party.

ORGANISATION JUDICIAIRE

7. Le territoire est doté d'une Cour suprême, qui est présidée par le Chief Justice et qui a plénitude de juridiction en matière civile et criminelle. La Magistrates' Court connaît, au civil et au pénal, des affaires mineures. L'appel est porté, pour les affaires civiles devant la Cour suprême de l'île Maurice, pour les affaires criminelles, devant la Cour d'appel de l'Afrique orientale. Le système juridique du territoire est issu du code Napoléon (qui était en vigueur à l'époque où les Seychelles sont devenues colonie de la couronne), complété par les ordonnances locales.

ADMINISTRATION LOCALE

8. Il y a deux conseils de district, élus au suffrage universel des adultes : celui de Victoria (la capitale) et celui de Praslin (qui administre l'île Praslin et cinq autres îles). Ces conseils exercent les attributions normales des collectivités locales touchant l'entretien des routes et des marchés et les services de voirie; leurs recettes proviennent d'impôts perçus sur les biens et de taxes locales. Des comités (boards) locaux existent dans le nord et dans le sud de l'île Mahé, à La Digue et à Silhouette. Leurs membres sont nommés par le Gouverneur et leurs attributions sont limitées.
9. Une commission d'administration locale est chargée de contrôler la gestion des conseils de district de Victoria et de Praslin et de conseiller les comités locaux.
